

Vous avez dit transparence ? Parlons d'abord de culture financière...

Transparence : mot magique synonyme dans le contexte actuel d'honnêteté, de vertu, de rigueur, d'efficacité, de justice... Appliquée à l'argent, la transparence devient plus prosaïquement « publication du patrimoine », laquelle serait donc le secret pour réconcilier les Français avec leurs hommes politiques et éradiquer à tout jamais corruption, concussion, trafics d'influence et autres malhonnêtetés. Un ministre riche est-il nécessairement moins vertueux ? Faut-il être pauvre pour avoir le sens du service public ? Qu'est-ce qui est pire : être un héritier, ou avoir gagné de l'argent par son activité professionnelle ? L'état de fortune de tel ministre ou de tel parlementaire ne donne que peu d'indices sur sa probité dans l'exercice de son mandat.

La mesure récente de mise en ligne du patrimoine des ministres et, bientôt, si la loi est votée, des parlementaires et des principaux responsables de l'administration, est spectaculaire ; elle aligne notre droit, nous dit-on, sur ce qui se passe dans la plupart des autres grandes démocraties. Admettons. Mais n'oublions pas

que les Français ont, à l'égard de l'argent, une attitude bien différente de celle de leurs voisins. Ailleurs, on publie la richesse des ministres et on divulgue volontiers le montant de son salaire ? Oui, mais l'argent gagné n'y est pas honteux. Ici, on ne parle pas d'argent, mais on n'aime rien tant que regarder ce que possède le voisin. Mélange de voyeurisme, d'envie, de jalousie, de crainte...

Et si l'affaire Cahuzac et ses prolongements étaient l'occasion d'acclimater l'éducation financière

Chez nous, en caricaturant, la Bourse est expliquée aux riches, et la réalisation d'un budget recommandée aux pauvres. Mais rien n'est prévu pour la grande majorité des adultes ;

en France ? On peut être partagé sur l'idée que plus de transparence va réconcilier les Français avec le personnel politique. Surtout si cette transparence est vécue comme un règlement de comptes. Mais si cette transparence pouvait être l'occasion de parler d'argent sans tabou, et de développer l'éducation financière, alors oui, cela représenterait un réel progrès.

Revenons sur la notion d'éducation financière. Ce concept nous vient des Anglo-Saxons, qui parlent d'ailleurs plus volontiers de *financial literacy* - littéralement « alphabétisation financière ». C'est qu'ils insistent sur la nécessité d'acquérir les compétences de base. Il ne s'agit pas de former des experts en économétrie ou en mathématiques financières, mais de donner à chacun la maîtrise de son destin financier. En utilisant une pédagogie ludique et inventive, pour donner aux jeunes, dès l'enfance,

le goût du calcul et le sens de l'épargne.

Chez nous, en caricaturant, la Bourse est expliquée aux riches,

et la réalisation d'un budget recommandée aux pauvres. Mais rien n'est prévu pour la grande majorité des adultes, qui gagnent leur vie sans excès, voudraient bien épargner un peu, décrypter le monde dans lequel ils vivent, s'y retrouver dans des placements qu'ils ne comprennent pas. Et des jeunes, qui espèrent se débrouiller aussi bien que

leurs parents, sans toujours réaliser que le monde a changé, que la croissance n'est plus au rendez-vous et que les cotisations de retraite ne suffiront pas à leur assurer un revenu suffisant dans quarante ans.

Pourquoi la grande majorité des adultes et des jeunes, les Français « normaux » en quelque sorte, sont-ils ainsi laissés de côté ? Les Français sont-ils tellement plus raisonnables et plus intelligents que leurs cousins européens ou américains ? Le système est-il tellement mieux régulé ? Il est grand temps que nous donnions tous ensemble à l'éducation financière la place qui lui revient. Pas un strapontin dans le théâtre de l'enseignement de l'économie, mais une vraie place à l'école ; chaque élève de troisième devrait avoir bénéficié dans son cursus de collège d'un enseignement lui donnant les bases de l'exercice citoyen de l'argent. Il faudrait aussi lancer un véritable programme national pour inciter chaque salarié à utiliser son droit individuel à la formation pour apprendre les quelques principes de gestion de son budget et de son épargne.

* www.lafinancepourtous.com



**PASCALE
MICOLEAU-
MARCEL**

Pour la déléguée générale de l'Institut pour l'éducation financière du public*, l'affaire Cahuzac montre que les Français ont besoin d'être mieux familiarisés avec la finance.